https://www.acdn.net/spip/spip.php?article1018

Vers une interdiction du crime nucléaire : un tournant historique !

- Accueil - Actualités - Articles d'actualité -

Date de mise en ligne : mercredi 28 septembre 2016

Copyright © www.acdn.net - Tous droits réservés

A Genève le 19 août 2016, le "Groupe de Travail chargé de faire avancer les négociations multilatérales sur le désarmement nucléaire", créé à cette fin par l'ONU, recommande à sa prochaine Assemblée générale de convoquer en 2017 "une conférence ouverte à tous les Etats, avec la participation et la contribution d'organisations internationales et de la société civile, pour négocier un instrument juridique légalement contraignant chargé d'interdire les armes nucléaires et d'aboutir à leur élimination totale". Du jamais vu depuis 1945 !

Encouragée par les ONG, cette position s'explique par l'exaspération des Etats sans armes nucléaires, face à l'immobilisme et la mauvaise foi des 5 Etats (Etats-Unis, Russie, Grande-Bretagne, Chine et France) qui ont ces armes et qui, bien qu'ayant ratifié le Traité de Non-Prolifération, bafouent depuis des décennies l'article 6 leur enjoignant de les éliminer toutes.

Le P5 résiste

Paradoxalement, pour mieux le bafouer, les 5 Principaux gangsters invoquent le TNP (il en existe 4 autres, hors TNP : Israël, Inde, Pakistan, Corée du Nord). Selon eux, grâce à ses "trois piliers" (non-prolifération, accès au nucléaire "pacifique", désarmement) ce traité suffit à résoudre tous les problèmes. Inutile d'en concevoir un autre. Ils ont donc boycotté le Groupe de Travail de Genève, où leurs chargés d'affaires (les Etats du "parapluie nucléaire" américain) ont défendu la politique des "petits pas", "step by step", en réalité le statu quo.

Quand s'ouvre l'Assemblée générale à New York, mi-septembre, ils se réunissent pour dire qu'il faut leur faire confiance, s'en tenir au TNP et patienter jusqu'à sa prochaine conférence d'examen en 2020. Généreuse comme toujours, la France propose d'accueillir en 2017 une réunion du P5 (c'est leur nom). Principal objet : peaufiner un glossaire !

En fait, les Cinq jouent la montre mais ils n'ont qu'une frousse : si un traité d'interdiction voit le jour, même sans eux, ils apparaîtront tels qu'ils sont : des criminels prenant en otage l'humanité. La réplique de l'Autriche, favorable à un traité d'interdiction, ne tarde pas : elle dépose une résolution pour convoquer la Conférence voulue par le Groupe de travail de Genève.

Le peuple français doit prendre la parole

Il peut le faire par un référendum "d'initiative partagée" qui depuis 2008 peut avoir lieu si 1/5 du Parlement (185 députés ou sénateurs sur 925) signe une proposition de loi soutenue ensuite par 10 % des électeurs inscrits. Or en mars 2016, 12 députés ont émis une proposition de référendum sur la question : "Voulez-vous que la France négocie et ratifie avec l'ensemble des Etats concernés un traité d'interdiction et d'élimination complète des armes nucléaires, sous un contrôle mutuel et international strict et efficace ?". En juin, ses signataires étaient 38 ; en juillet, 75. Les signatures ont repris à la rentrée parlementaire. Et d'après le sondage IFOP/ACDN d'octobre 2015, 3 Français sur 4 se déclarent prêts à soutenir (27 % certainement, 47 % probablement) une proposition référendaire sur cette question précise. La même proportion (74%) y répondrait OUI. Il n'y a plus qu'à unir nos efforts !

Halte au crime nucléaire !

Un monde sans armes nucléaires est à la fois impératif et possible, dixit le pape François. Les obstacles sont

Copyright © www.acdn.net

considérables, certes. Mais interdire les armes nucléaires par un traité inédit, ce sera interdire le pire des crimes tout en échappant à la propagande nucléaire du TNP et de l'AIEA qui, sous couvert de contrer la prolifération des armes, favorisent celle des centrales sans jamais éliminer les armes ! Ce sera donc ouvrir la voie à une dénucléarisation générale, militaire et civile, de la planète. Ce sera imposer enfin la question nucléaire dans une élection française et affirmer le droit des peuples à rejeter les armes, à fermer les centrales, bref à refuser d'être victimes de crimes contre l'humanité... et complices de leur préparation.

Pour soutenir la campagne référendaire, écrivez à :

ACDN
31 Rue du Cormier 17100 Saintes
contact@acdn.net

Copyright © www.acdn.net